



Independent observer
of the Global Fund

La zone de réseautage du Fonds mondial à la conférence AIDS 2018 met en lumière l'engagement des communautés

Les six plateformes régionales du Fonds mondial sur les questions liées aux communautés, aux droits et au genre se sont réunies à la 22^e conférence internationale sur le sida (AIDS 2018) afin de coordonner la zone communautaire du Fonds dans le Village mondial. La zone de réseautage offrait aux participants à la conférence d'Amsterdam un espace où chacun pouvait échanger avec les plateformes régionales, découvrir les domaines de travail clés de l'Initiative stratégique du Fonds sur les questions liées aux communautés, aux droits et au genre, discuter avec les partenaires communautaires soutenus par le Fonds mondial, et débattre de questions touchant la société civile et les groupes communautaires.

Les six plateformes du Fonds mondial couvrent l'Afrique francophone, l'Afrique anglophone, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie et le Pacifique, L'Europe de l'Est et l'Asie centrale. Elles sont chargées d'aider les communautés à obtenir un appui technique et à s'engager dans tous les aspects des procédures d'établissement des subventions (voir l'OFM [57](#)). L'un des principaux objectifs de la plateforme est « d'intensifier la participation active de la société civile et des communautés dans les procédures du Fonds mondial au moyen d'une communication bidirectionnelle et d'une fourniture d'informations exactes et accessibles ».

De fait, les plateformes régionales ont établi une multitude d'outils, de guides et de rapports aux fins d'encourager l'engagement de la société civile et des communautés, dont bon nombre étaient exposés sur le stand. Par exemple, le pôle Asie-Pacifique a élaboré un guide communautaire d'une page sur la

procédure de plainte du Fonds mondial pour atteinte aux droits humains, et l'équipe de l'Afrique anglophone a publié les rapports d'études sur l'efficacité de l'appui technique dans cinq pays.

Cet espace visait également à promouvoir le dialogue et les échanges entre les pays et les régions, et entre les acteurs clés tels que les fournisseurs d'appui technique, les personnels et les membres du Conseil d'administration du Fonds mondial, les communautés, et bien sûr les plateformes régionales. À ces fins, la zone de réseautage accueillait plus d'une douzaine de séances d'une heure sur les cinq jours de la conférence. Certains ont apprécié ces rencontres informelles et dynamiques, contrastant avec les présentations officielles de la conférence saturées de diaporamas et d'informations complexes. La plupart des séances étaient organisées en cercle, et les intervenants et participants assis côte-à-côte se passaient directement le micro.

Bilan des réalisations des plateformes

Cet espace offrait également une opportunité de réfléchir aux réalisations des plateformes régionales et d'en partager les enseignements. Par exemple, Cecilia Senoo, Directrice exécutive de Hope for Future Generations (HFFG) a décrit l'impact du partenariat avec EANNASO visant à organiser la réunion de la plateforme régionale pour l'Afrique anglophone à Accra, au Ghana. Lors de ses visites sur le terrain, l'équipe de pays du Fonds mondial prévoit désormais toujours un temps pour rencontrer la société civile et lui donner l'opportunité de soulever des points importants.

Thèmes des séances dans la zone de réseautage

Chaque session de 60 minutes couvrait un domaine thématique pertinent pour la société civile et les groupes communautaires. Des exemples sont présentés ci-après :

- Résultats préliminaires des évaluations de référence du Fonds mondial portant sur les droits humains dans vingt pays prioritaires
- Mobilisation des communautés, engagement des communautés et plaidoyer contre la tuberculose, avant la réunion de haut niveau des Nations Unies sur la tuberculose en septembre 2018
- Appui technique disponible auprès du département du Fonds mondial chargé des questions liées aux communautés, aux droits et au genre, et des autres fournisseurs d'appui technique
- S'assurer que personne n'est laissé pour compte dans le cadre de la planification et des procédures relatives aux formations et à la pérennisation
- Innovations en matière d'engagement des communautés : au-delà du dialogue avec le pays
- Accès à un appui technique aux fins des évaluations des questions de genre dans le cadre des programmes VIH/tuberculose et tuberculose
- Renforcement des ripostes et des systèmes communautaires au moyen d'un suivi communautaire dans les contextes d'intervention difficiles
- Assurer l'efficacité du Fonds mondial auprès des adolescentes et des jeunes filles

Peter Sands, le Directeur exécutif du Fonds mondial, est celui qui a rassemblé le plus de monde pour une réunion publique coprésidée par les plateformes régionales et le Réseau des défenseurs du Fonds mondial. Il a notamment rappelé le rôle central de la société civile et des groupes communautaires. « Vous êtes la voix la plus puissante en matière de plaidoyer », a-t-il déclaré, « et vous jouez également un rôle important dans le processus décisionnel », un message qui a été bien accueilli par l'assistance.

Sur la question de la mobilisation des ressources, il a affirmé : « Nous devons être réalistes quant à l'ampleur du défi qui nous attend, non seulement pour le VIH, mais aussi pour la tuberculose et le paludisme ». « Nous avons besoin de fonds supplémentaires », a-t-il poursuivi. « Mais nous devons également repenser la manière dont nous ciblons nos activités. » La mobilisation de fonds dépendra de la manière dont nous déployons les programmes et de notre capacité à obtenir l'impact le plus grand possible avec les crédits disponibles. Il a mentionné la nécessité d'accélérer le retour d'expérience sur ce qui est efficace et ce qui ne l'est pas, le cycle d'apprentissage du secteur de la santé mondiale étant nettement plus long que ce qu'il devrait être. M. Sands a par ailleurs insisté sur la nécessité pressante de contrer l'épidémie de VIH chez les jeunes femmes et les filles, en engageant les hommes et en combattant l'inégalité de genre.

Au cours de la discussion qui a suivi l'intervention de M. Sands, les participants ont soulevé plusieurs questions. Par exemple, comment pouvons-nous accroître la capacité d'absorption et garantir que les pays ne reversent pas de crédits au Fonds mondial, alors même que les groupes de la société civile déplorent l'insuffisance des ressources allouées aux trois épidémies.

Comme l'indiquait déjà Aidspan (voir l'OFM [52](#)), de nombreuses difficultés liées à la capacité d'absorption découlent de décisions prises au niveau du Secrétariat. Citons par exemple les conditions préalables et les mesures de gestion. Une condition préalable est une mesure visant à résoudre une faiblesse majeure affectant la mise en œuvre des subventions, mais qui n'était pas résolue à la signature de l'accord de subvention. Elle est intégrée dans la documentation de la subvention et elle doit être satisfaite pour qu'une mesure spécifique, souvent un décaissement, survienne.

Une « mesure de gestion » est similaire à une condition préalable, mais vise une faiblesse jugée moins importante. Si un bénéficiaire principal ne satisfait pas à la condition ou la mesure, le Secrétariat peut reporter le décaissement, ce qui peut alors mettre en berne la mise en œuvre des activités. M. Sands a reconnu l'importance de la question, en particulier en Afrique, et la nécessité pour le Fonds mondial de définir des stratégies aux fins de lever les obstacles à l'absorption des fonds.

Une autre question soulignait le fait qu'aucune nouvelle subvention régionale ciblant les populations-clés n'était signée en Afrique pour la période d'allocation 2017/2019 et que les interventions auprès des populations-clés étaient intégrées dans les subventions nationales. M. Sands a fait valoir qu'il était

préférable d'intégrer les activités liées aux populations-clés dans les programmes nationaux et de leur allouer un financement à effet catalyseur, plutôt que de financer de tels programmes parallèlement aux subventions nationales. Un membre de l'assistance a contré cet argument, soutenant que les pays hésitent à financer la société civile pour qu'elle les mette ensuite face à leurs responsabilités. De fait, les activités des subventions ciblant les populations-clés documentent entre autres les enfreintes aux droits humains, les actions stratégiques en justice et les plaidoyers en faveur de réformes juridiques et de changement des politiques, ce qui placerait les organisations de la société civile en conflit direct avec leurs financeurs, qui pourraient alors leur couper les vivres.

Revenant sur l'existence de la zone de réseautage communautaire du Fonds mondial, Noah Metheny, responsable de la participation communautaire au sein du département chargé des questions liées aux communautés, aux droits et au genre du Fonds mondial (qui finance les plateformes régionales) a déclaré : « Le Fonds mondial reste déterminé à financer des initiatives encourageant l'engagement et la participation des communautés. Il faut maintenir des espaces [tels que la zone de réseautage communautaire du Fonds mondial] afin d'encourager, recentrer et partager les travaux entrepris par les communautés dans les six régions, de manière que les communautés et les groupes constitutifs soient entendus et soutenus. »

[Read More](#)
